

Amérique du Nord et en Europe, continents qui représentent les marchés-clés de la fourrure, la plupart des gens acceptent que l'on utilise les animaux, à condition que les espèces ne soient pas en danger d'extinction, qu'on les fasse souffrir le moins possible et qu'on ne les abatte pas futillement.

Néanmoins, il ne fait aucun doute que les campagnes de protestation peuvent grandement influencer l'opinion publique quant aux utilisations des animaux jugées acceptables. Certains détaillants affirment que les campagnes de lutte contre le commerce de la fourrure ont incité certains consommateurs à opter pour la fourrure d'animaux d'élevage. La préférence pour la fourrure d'animaux sauvages, considérée comme une ressource écologique et renouvelable, pourrait aujourd'hui quelque peu atténuer cette tendance.

Malheureusement, l'utilisation responsable et bien réglementée des animaux n'est pas un argument suffisant pour garantir la survie du commerce de la fourrure. Cette perception devra être largement répandue et acceptée pour qu'elle réussisse à annuler les effets des campagnes de défense des droits des animaux.

La fourrure d'animal sauvage est une ressource renouvelable. Depuis toujours les animaux sauvages ont été chassés, par les autochtones du monde entier, qui reconnaissent l'importance de protéger l'environnement. Parce que leur gagne-pain dépend de ressources fauniques abondantes, les trappeurs sont souvent les premiers à reconnaître un problème. Chez les autochtones, en outre, le piégeage n'est pas seulement un gagne-pain, c'est un mode de vie. Les trappeurs autochtones croient que la possibilité de gagner leur vie comme bon leur semble est un droit. Un témoin provenant des Territoires du Nord-Ouest, Jim Bourque, a fait ressortir ce point de manière très éloquente :

Nous avons là des personnes qui ont le droit de parole — je ne le leur conteste pas — et qui m'imposent leur moralité, leur mode de vie, leur façon de voir le monde. . . Si j'étais premier ministre d'une province ou du Canada, je serais extrêmement embarrassé de voir la CEE ou la CITES adopter des règlements pour nous aider à gérer notre faune. Elles sont en train de nous dire que nous n'avons pas la sagesse, les connaissances ni le courage nécessaires pour gérer judicieusement la faune au Canada, et c'est une insulte directe à mon adresse et à celle de mon peuple. (38:8, 11-3-93)

Les faits montrent que là où les autochtones ont eu l'occasion de faire valoir leur culture, ils sont presque toujours parvenus à la défendre avec succès. L'exemple le plus récent remonte à février 1993 : les évêques de l'Église anglicane ont fait volte-face et décidé de ne pas donner leur appui à